

Rapport sur les travaux

Ophélie Rillon

I- FORMATION À LA RECHERCHE : <i>ENGENDRER</i> LES SCIENCES SOCIALES SUR L'AFRIQUE	1
1°- D'une histoire des femmes en mouvement	1
2°- ... au genre des luttes sociales et politiques en Afrique	5
3°- Penser l'engagement à l'intersection des catégories de genre et d'âge	7
II- ITINÉRAIRE DE RECHERCHE : REPENSER LES FRONTIÈRES DU POLITIQUE EN AFRIQUE....	8
1°- Les modes populaires d'action politique	8
2°- Une histoire d'échanges et de réseaux.....	10
III- DE L'HISTOIRE SOCIALE DES LUTTES À L'HISTOIRE GENRÉE DES INDIVIDUS ET DES GROUPES.....	12
1°- Portraits de groupe et trajectoires biographiques.....	12
2°- De nouvelles sources pour une nouvelle histoire sociale de Afrique	14

Depuis 2005, l'outil du genre est progressivement devenu central dans mes travaux sur l'histoire des mouvements sociaux et politiques en Afrique. D'une histoire des femmes en révolution, j'ai changé de focale pour m'intéresser aux dynamiques de genre dans les luttes au Mali et à l'imbrication des rapports de pouvoir. Durant toutes ces années, j'ai effectué de nombreuses enquêtes de terrain pour récolter des sources originales. J'ai présenté les résultats de mes recherches dans différents séminaires, colloques et articles, j'ai participé à des projets collectifs et ai été à l'initiative de nombreuses activités scientifiques au sein de mon laboratoire, sur le plan national et international. De cette expérience, j'ai développé le goût du travail en équipe et du dialogue disciplinaire. Mon parcours est aussi le reflet du souci constant que j'ai eu de renforcer les travaux sur le genre dans le champ des études africaines et de sortir les recherches sur l'Afrique de leur spécificité.

I- FORMATION À LA RECHERCHE : *ENGENDRER* LES SCIENCES SOCIALES SUR L'AFRIQUE

La réflexion que j'ai menée, dans le cadre de ma formation, s'est nourrie des avancées historiographiques constantes dans le champ des études sur le genre et a bénéficié de l'institutionnalisation croissante de ces recherches. De l'écriture d'une histoire des femmes en révolution au Mali, j'ai progressivement transformé mon approche pour m'intéresser aux dynamiques de genre dans les luttes en Afrique, en accordant avec une attention toujours plus soutenue à l'analyse de l'articulation des rapports de pouvoir.

1°- D'une histoire des femmes en mouvement ...

Ma formation à la recherche a été marquée par la découverte de deux historiographies, alors que j'étais étudiante à l'Université Paris 1, et de leur « métissage » improbable : l'histoire de l'Afrique contemporaine enseignée par Pierre Boilley et l'histoire des hommes et des femmes au tournant de la Révolution française dispensée par Jean-Clément Martin. De cette double rencontre est né le désir d'entamer une recherche sur l'action des femmes maliennes dans la révolution de mars 1991 et le processus de transition démocratique initié par cet événement singulier dans le paysage de l'histoire récente de l'Afrique de l'Ouest. L'histoire des femmes occupait alors une place marginale dans le projet scientifique du Centre d'études des mondes africains (CEMAf - Paris 1), bien que certaines historiennes et anthropologues du laboratoire intégraient une perspective de genre à leurs travaux. Ma réflexion s'est donc nourrie grâce à la fréquentation assidue de séminaires extérieurs au CEMAf, qui m'ont permis de m'imprégner des recherches novatrices menées dans d'autres disciplines, sur des espaces géographiques et des périodes historiques variées : le séminaire « Genre et histoire » organisé à l'Université Paris 1 par Violaine Sébillotte, le séminaire « Genre et politique » organisé à l'Université Paris 8 par Catherine Achin et le séminaire « Mondialisation et réarticulation des systèmes de sexe, de "race" et de classe : débats féministes » coordonné à l'Université Paris 7 (CEDREF) par Jules Falquet et Dominique Fougeyrollas. Tout au long de ma formation, j'ai assurément bénéficié de l'institutionnalisation croissante des études sur le genre au sein du champ académique et universitaire, alors même que cette question demeurait un point aveugle des enseignements

dispensés dans le Master d'histoire de l'Afrique de Paris 1¹. De ce décalage est né le souci constant du dialogue disciplinaire et du « braconnage » des savoirs hors des terres africaines. L'enjeu était alors de réinterroger, à l'aune de mon terrain malien, des catégories analytiques forgées dans d'autres contextes historiques et géographiques, avec la conviction que cette démarche participerait à « désexotiser » le regard sur l'Afrique, et les femmes africaines singulièrement.

Face au foisonnement des travaux scientifiques sur la construction sociale de la différence des sexes, aux approches multiples et parfois opposées, il m'a cependant paru nécessaire de revenir dans un premier temps à une démarche plus descriptive qu'analytique pour conduire ma propre recherche, tant était grand le vide historiographique à combler. L'apprentissage de la langue bambara à l'INALCO et deux terrains réalisés à Bamako en 2006 et 2007 m'ont permis de récolter une documentation variée (témoignages oraux et écrits, archives privées, sources de presse, rapports de l'administration malienne) qui servit de support à l'écriture d'une histoire des femmes dans la révolution malienne de 1991 pour mon Master. Cette insurrection, qui avait renversé la dictature militaire en place depuis vingt-trois ans et était nommée au Mali la « révolution des femmes », faisait largement écho à des phénomènes davantage étudiés sur d'autres terrains. Fortes de mes lectures sur la Révolution française, et des travaux de Dominique Godineau en particulier², je m'attelais à comprendre ce qui avait permis cette entrée massive des femmes urbaines dans l'espace public au moment de l'insurrection et leur exclusion, tout aussi soudaine, des débats politiques qui avaient accompagné la transition démocratique. À rebours d'une vision essentialiste et spasmodique des engagements féminins, décrits comme une réaction maternelle face à la répression des jeunes, je montrais les logiques plurielles de leur participation à la révolution. En réinscrivant l'évènement révolutionnaire dans une temporalité plus large, une part importante de ma recherche a consisté à analyser les luttes quotidiennes menées par les Bamakoises (se nourrir, se loger, travailler, s'éduquer) afin de saisir leurs pratiques ordinaires et leurs aspirations tant individuelles que collectives. Bien avant le déclenchement de l'insurrection, la rue m'apparaissait comme un espace éminemment féminin : lieu de sociabilité, de travail, de passage, que les Bamakoises n'avaient cessé de parcourir pour pallier aux faibles revenus de leurs conjoints, dans le contexte de la crise économique et des plans d'ajustement structurel des années 1980. Les travaux anthropologiques sur l'activité des femmes dans les villes africaines, conjugués à une imprégnation de l'espace bamakois, me permettaient de relire sous un autre jour le discours de mes sources qui me renseignaient « malgré elles » sur l'importance du rôle joué par les femmes dans cette histoire³. Il s'agissait de penser la révolution dans son environnement urbain afin de faire émerger les logiques locales qui avaient conduit des mobilisations par quartiers et l'importance jouée par les réseaux de sociabilité féminins dans le déroulement des événements. Cette démarche permit de montrer notamment que c'était sur les marchés de la capitale, tenus et fréquentés par les femmes, qu'avaient éclaté les premières émeutes contre les tentatives de déguerpissement initiées par

¹ Je n'ai donc pas totalement été une « autodidacte du genre » comme a pu l'être la génération précédente décrite par BERENI Laure, « Une nouvelle génération de chercheuses sur le genre. Réflexions à partir d'une expérience située », *Contretemps*, 2012, <http://www.contretemps.eu/interventions/nouvelle-g%C3%A9n%C3%A9ration-chercheuses-sur-genre-r%C3%A9flexions-partir-exp%C3%A9rience-situ%C3%A9e-0>, consulté le 31/12/2014.

² GODINEAU Dominique, *Citoyennes tricoteuses*, Paris, Perrin, 2004 [1988], 416 p.

³ RODET Marie, « C'est le regard qui fait l'histoire », *Terrains & travaux*, vol.1, n° 10, 2006, pp. 18-35.

l'État. Ces épisodes témoignaient de la capacité d'action et de mobilisation de certaines catégories de femmes avant la révolution et invitaient à dés-homogénéiser le groupe des femmes. C'est donc à l'intersection des différentes catégories de genre, d'âge et de classes que j'ai analysé les formes de l'action politique des Maliennes. Il m'apparaissait alors que si le registre maternel avait constitué un instrument efficace de mobilisation féminine, d'interpellation des autorités et de contournement de la répression au plus fort des événements révolutionnaires, il fut aussi un instrument employé contre les femmes, enfermées dans un statut immuable et réduites au silence, dans le processus de transition démocratique.

Dans un article soumis à la revue *Matériaux pour l'histoire* et intitulé « Aux 'héroïnes maternelles', la Nation reconnaissante », je reprends les résultats de cette première recherche pour analyser les enjeux politiques de la construction de cette icône maternelle au lendemain de la révolution malienne. Ce travail repose sur l'étude d'archives de presse et d'archives judiciaires privées transmises par l'un des avocats des parties civiles au procès « crimes de sang » qui visait à établir la responsabilité des cadres du régime déchu dans la répression sanglante de la révolution. En étudiant la scénographie du procès, je montre comment l'effort pédagogique porté par l'événement judiciaire et médiatique a favorisé l'identification des femmes aux valeurs familiales et maternelles, à l'aune desquelles était réévaluée leur participation à la révolution malienne. La fonction de protectrice assignée aux femmes s'étendait du foyer à la communauté nationale, suivant une analogie qui puisait dans l'histoire de la construction nationale malienne. Les femmes n'étaient donc pas exclues de l'action collective, au contraire, leur rôle était d'autant plus crucial qu'il se devait d'être exceptionnel. Pour que le mythe fonctionnât, les héroïnes du panthéon féminin étaient tenues d'être des figures anonymes, sans passé et sans engagements connus, en lesquelles toutes mères réelles ou supposées pouvaient s'identifier. L'éviction des militantes et des parcours singuliers s'avérait donc nécessaire à la construction de la martyrologie révolutionnaire conjugée au féminin et s'est accompagnée d'une mise en oubli des expériences féminines du passé qui ne venaient pas conforter le mythe.

L'intérêt que je portais à l'histoire des femmes et du genre a trouvé un écho favorable auprès d'historiennes de l'Afrique d'autres laboratoires qui ont largement contribué à ma formation et avec lesquelles des collaborations scientifiques ont pu se nouer au fil des ans (séminaires, colloques). En premier lieu Odile Goerg (SEDET) vers laquelle Pierre Boilley m'avait vivement conseillé de me tourner et qui encadra largement mes premiers travaux. Dans un second temps, je rencontrais Pascale Barthélémy (LARHRA) dont les recherches prosopographiques sur les premières diplômées africaines n'ont cessé de nourrir ma réflexion. Le projet qu'elle entamait sur « genre et citoyenneté en Afrique Occidentale Française (années 1940-1960) » entrait en résonance directe avec mes propres recherches. Rebecca Rogers (CERLIS) enfin, qui m'a intégrée à son séminaire doctoral et m'a ainsi permis de poursuivre le dialogue avec des spécialistes de l'histoire des femmes dans d'autres espaces (France, États-Unis, Asie, Balkans, Maghreb). Au sein du CEMAf un tournant s'est opéré avec l'intégration d'Anne Hugon au laboratoire au moment où je commençais ma thèse en 2007. Elle contribua au développement des travaux d'étudiantes sur l'histoire des femmes et du genre et participa à rendre visible cette thématique dans le projet scientifique du laboratoire. Forte de cette nouvelle dynamique, je décidais d'organiser à la rentrée 2011 avec deux jeunes chercheuses en sciences politiques, Emmanuelle Bouilly (doctorante CRPS) et Marie Brossier (docteure

CRPS) un séminaire de recherche transdisciplinaire *Femmes, genre et mobilisations collectives en Afrique* au CEMAf - Paris 1. Ce séminaire, qui s'est tenu pendant deux années successives, entendait étudier les mobilisations de femmes et en saisir les dimensions genrées⁴. Nous partions du constat que les recherches portant sur la place des femmes dans les mouvements sociaux puis sur les mouvements sociaux sexués n'avaient cessé de se développer depuis les années 1970 sur les terrains d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud. Ces problématiques demeureraient cependant peu étudiées dans le champ des études africaines et le décalage était fort entre la recherche anglophone et francophone. Nous poursuivions alors trois objectifs : documenter les multiples mobilisations de femmes africaines et mouvements sociaux sexués et ainsi enrichir les travaux actuels à partir d'études de cas propres au continent africain ; mener un travail épistémologique sur l'usage du genre comme « catégorie d'analyse » dans l'étude des mobilisations collectives en Afrique ; souligner la dimension heuristique d'une approche comparée qui confronte les travaux en histoire, en sociologie et en science politique. Grâce au soutien financier apporté par le CEMAf, le CRPS et le Collège des Écoles doctorales de l'Université Paris 1 nous avons pu inviter des chercheuses de l'étranger comme Barbara Cooper (Rutgers University), Marie Rodet (SOAS, University of London) et Yasmine Berriane (Berlin Graduate School Muslim Cultures & Societies). Il nous tenait aussi à cœur de faire dialoguer les travaux sur l'Afrique avec ceux de spécialistes d'autres aires géographiques que nous invitions régulièrement comme discutant-e-s : Fabrice Virgili (CNRS-IRICE), Catherine Achin (Université Paris-Est Créteil), Jules Falquet (Université Paris 7), Nicolas Mariot (CNRS-CESSP) et Sébastien Roux (CNRS- CESSP). La qualité des communications présentées dans ce séminaire et la richesse des débats engagés nous ont conduites à entamer un processus éditorial permettant de faire connaître les résultats de ces travaux en France et à l'étranger. Ils doivent être publiés dans deux numéros spéciaux que je coordonnerai avec Emmanuelle Bouilly et dont les sommaires ont été acceptés par les comités éditoriaux. Le premier à paraître dans la *Review of African Political Economy* sous le titre « Engendering mobilizations. African women's struggles in a local and global perspective » portera sur les luttes féminines et féministes des années 1980 à nos jours, en mettant l'accent sur les rapports de pouvoir à l'intérieur de ces mouvements (genre, âge, race, classe) et les stratégies d'extraversion des militantes dans des contextes de violence. Le second, à paraître dans *Le Mouvement social* sous le titre « Femmes, genre et mobilisations collectives en Afrique francophone et au Maghreb. Décennies 1950-1970 » opérera une relecture sexuée des événements qui ont conduit aux indépendances africaines. Dans la perspective de décentrer le regard vis-à-vis des grands récits nationalistes, ces articles participent de l'écriture d'une histoire des vaincu-e-s, des oublié-e-s, en réinterrogeant les imaginaires politiques et les revendications portées par les femmes dans ces décennies d'incertitudes.

⁴ Les programmes de ces deux années de séminaire sont consultables sur le site du CEMAf : <http://www.cemaf.cnrs.fr/spip.php?article554>.

2°- ... au genre des luttes sociales et politiques en Afrique

De l'écriture d'une histoire des femmes en révolution, j'ai progressivement choisi de transformer mon approche pour m'intéresser aux dynamiques de genre dans les luttes au Mali. Ce changement de focale relevait autant d'une réflexion théorique que des obstacles auxquels je me suis heurtée au cours de mon Master et de pistes de recherche suggérées par Odile Goerg, lors de la conception de mon projet de thèse. Le silence des sources à l'égard des activités féminines dans le champ protestataire conjugué aux idées reçues sur la différence des sexes, qui peuplent notre imaginaire et qui sont particulièrement prégnantes au Mali, a favorisé une réorientation de mes questionnements. Combien de fois, lorsque j'évoquais mon sujet de recherche dans le monde académique, m'a-t-on interrogé sur les associations de développement communautaires, les activités de microcrédits, de jardinage ou sanitaires menées par des femmes ? Quel que soit l'interlocuteur, le simple fait de parler des femmes (ou du genre) occultait une partie de l'énoncé – à savoir l'histoire des luttes protestataires. Si de nombreuses études ont montré que derrière l'action sociale des femmes se cachent bien souvent des formes de politisation – et mon travail s'inscrit dans cette veine –, l'incapacité de penser ensemble les femmes et le politique n'en apparaissait pas moins troublante. Cet impensé se retrouvait sur mes terrains. Comme je l'ai analysé dans un article paru en 2011 dans la revue *Hypothèses* sous le titre « Ces femmes que je saurais voir », les différentes enquêtes menées dans les milieux militants m'ont conduite à rencontrer majoritairement des hommes qui fréquentaient les organisations politiques et syndicales. Bien que des femmes y militaient, elles étaient largement invisibles, car reléguées dans les activités de coulisse. J'observais par ailleurs une captation de la mémoire des événements que j'étudiais par ces groupes d'hommes. Quant aux archives, elles se focalisaient aussi sur les pratiques masculines de contestation. Les femmes y étaient rarement mentionnées – excepté dans la documentation relative aux mœurs et à l'éducation. C'est donc la volonté de comprendre ce que mes enquêtes de terrain et mes sources me donnaient à voir et à entendre qui m'amena à interroger le poids des hiérarchies de genre dans les conflits sociaux et politiques. Partant de l'hypothèse que la différenciation des actions politiques des hommes et des femmes n'avait rien de « naturel », j'ai souhaité analyser les processus sociaux, culturels et politiques qui avaient modelé cette dichotomie sexuée allant de pair avec une occultation des femmes dans cette histoire des luttes. Je me suis donc intéressée aux effets du genre, entendu comme un système de partition qui organise les sociétés, au même titre que la classe et l'âge, deux catégories que j'ai aussi mobilisées dans mon analyse. Un double questionnement a ainsi guidé mon travail : il s'agissait de comprendre comment le genre imprégnait les formes de l'engagement et comment les mouvements contestataires pouvaient constituer des moments au cours desquels les normes de genre étaient endossées, ré-agencées ou, à l'inverse, réaffirmées par les acteurs et les actrices des mouvements.

Grâce à une allocation de recherche obtenue en 2007, j'entamais un doctorat, sous la direction de Pierre Boilley, sur le genre des mouvements sociaux au Mali en ouvrant le cadre temporel de mon étude. Historiciser la construction des assignations de genre m'était apparu incontournable au sortir de mon Master et remonter jusqu'à la période de l'indépendance m'ouvrait l'accès à de riches matériaux archivistiques, au Mali et en France. De longs terrains à Bamako principalement, mais aussi à Kayes et à Mopti, m'ont permis de récolter des

archives inédites qui n'avaient jamais été dépouillées par les chercheur-e-s. Leur classement parfois anarchique, combiné à la confiance que m'accordèrent les archivistes, a véritablement facilité ma recherche documentaire. J'ai ainsi pu consulter un certain nombre de dossiers officiellement fermés, et ce jusqu'aux périodes les plus récentes. Travailler sur le genre (entendu au Mali comme un « cache-sexe » pour désigner les recherches sur les femmes) a alors constitué un véritable atout dans mon accès aux archives tant mon sujet apparaissait « apolitique », aux yeux de mes interlocuteurs masculins, mais néanmoins fondamental pour la « promotion de la femme ». Un terrain de cinq mois en 2010 m'a ainsi permis de dépouiller de manière exhaustive les archives du Ministère de l'Intérieur (de la fin des années 1950 à la veille de la révolution de mars 1991) dont l'accès a été refermé depuis : l'entrée du local où elles sont conservées ayant été murée. L'analyse de l'ensemble de ces sources au prisme du genre m'informait souvent moins sur les mouvements contestataires - les silences y sont éloquentes à l'égard des grandes révoltes de la période - que sur l'évolution des représentations des agents de l'État à l'égard de la population administrée et sur la distribution des rôles contestataires qu'ils effectuaient selon des critères de genre, d'âge et de statut social. Si mon projet initial ne fut pas abandonné, il fut en partie réorienté vers une histoire des discours et des représentations qui assignaient aux hommes et aux femmes des rôles politiques différents. Ce déplacement résultait de la tension permanente existant entre, d'une part, la tentative de cerner des pratiques et, d'autre part, les normes discursives émanant des sources utilisées pour écrire cette histoire. Une asymétrie générale se dégagait. Alors que le féminin était l'objet de discours publics récurrents, les actions politiques des femmes étaient rarement visibles. À l'inverse, le masculin était un point aveugle des représentations, alors même que les archives étaient prolifiques pour décrire les actions des hommes. Il s'est donc avéré fondamental de comprendre comment s'était opérée, dans les discours des promoteurs de la construction nationale malienne, une différenciation du masculin et du féminin et quels en étaient les effets sur les pratiques politiques. Cette démarche est largement héritière des travaux de Joan Scott qui enjoignait les historien-ne-s à se départir d'une certaine adulation des « faits » au profit d'une analyse critique des discours et de leur emprise sur le réel⁵. Ne souhaitant pas pour autant délaisser l'analyse des expériences, tant individuelle que collective, de l'action contestataire, il m'a fallu « faire feu de tout bois » pour faire parler les silences qui entourent les « sans voix » et écrire une histoire sociale genrée. Mon travail n'est pas, comme cela est souvent le cas dans les études africaines, une histoire des femmes qui intègre une perspective de genre. Je suis plutôt parti de cet outil d'analyse pour « penser en terme de genre » l'histoire des luttes dans le Mali contemporain⁶. Pour cela, j'ai accordé autant d'importance à la compréhension de la construction des identités féminines et masculines dans leur dynamique relationnelle, ainsi qu'à l'incessante redéfinition des rapports de pouvoir qui façonnaient les assignations de genre dans la société malienne.

Cette réflexion est aujourd'hui prolongée collectivement dans le cadre du séminaire *Dynamiques du genre en Afrique*, initié en 2013 à l'IMAF. Porté par une équipe d'anthropologues, d'historiennes et de politistes du laboratoire qui utilisent le genre comme grille de lecture dans leurs travaux, ce séminaire vise à confronter les approches, les méthodes

⁵ SCOTT Joan, *Théorie critique de l'histoire. Identités, expériences, politiques*, Paris, Fayard, 2009, 177 p.

⁶ BERENI Laure et alii, *Introduction aux Gender Studies. Manuel des études sur le genre*, Bruxelles, de Boeck, 2008, p. 12

et les objets d'étude. Il s'agit enfin d'un séminaire validant pour les étudiant-e-s en Master et en Doctorat, s'inscrivant ainsi dans une volonté de diffusion des savoirs et d'institutionnalisation des recherches sur les rapports sociaux de sexes en Afrique.

3°- Penser l'engagement à l'intersection des catégories de genre et d'âge

L'importance d'intégrer la variable de l'âge dans l'analyse du genre a certainement été l'un des grands apports des études africaines dans ce champ de recherche⁷, alors que les travaux sur la France articulaient les catégories de genre et de classe et ceux sur les États-Unis montraient l'importance de croiser les systèmes de genre et de « race ». Dans la thèse que j'ai soutenue en décembre 2013, l'articulation du genre à l'âge et aux rapports générationnels a constitué une constante de ma réflexion pour comprendre les modalités de l'action collective et le rapport des individus à l'engagement. Si cette question était omniprésente dans mon analyse sur les « cadets sociaux », elle mérite cependant d'être approfondie et c'est une des voies vers laquelle je poursuis mes recherches. Dans une communication présentée en 2014 au colloque *Mouvements étudiants en Afrique francophone, des indépendances à nos jours*, j'ai ainsi montré comment avait émergé la figure de la jeune fille contestataire dans le mouvement social des élèves et étudiants de la fin des années 1970 qui avait ébranlé la dictature militaire⁸. Si la participation des filles avait été occultée des mémoires collectives, tant la violence de ce mouvement était assimilée à un mode d'action juvénile et viril, les sources de presse, de gendarmerie, les archives diplomatiques de l'ambassade de France et les témoignages éclairaient sous un autre jour la composante féminine de ce mouvement à hégémonie masculine. Des filles en avaient été des actrices à part entière, avaient eu des postes de responsabilité au sein de l'organisation étudiante et avaient porté une revendication qui leur était propre (arrêt de l'exclusion des « filles-mères » des établissements scolaires). Le droit de cité acquis temporairement par des individus qui cumulaient un double statut de mineures - jeunes et femmes à la fois - reposait autant sur des facteurs internes propres au syndicat des élèves, que sur les trajectoires singulières de cette génération de filles. Je montrais ainsi l'importance de leur socialisation primaire sous le régime socialiste (1960-1968) et surtout le rôle joué par l'école dans la politisation des jeunes et l'atténuation des frontières de genre.

L'enquête sur les aspirations d'autonomisation sexuelle, de libération des corps et des mœurs des jeunes filles, initiée à l'époque coloniale tardive et qui prit toute son ampleur dans les années 1970 au Mali, est poursuivie dans le cadre de la rédaction d'un article pour le numéro 42 « Âges et sexualités » de la revue *Clio*, coordonné par Michel Bozon et Juliette Rennes. Je mène par ailleurs une réflexion conjointe avec Marie Rodet sur les masculinités juvéniles au Mali dont nous présenterons les résultats à la 8e *Conférence de la Society for the History of Children and Youth*, à Vancouver en 2015, sous le titre : « Youth, sexuality and nightlife in Bamako, Mali (1950s-1970s) ». La question du contrôle des corps juvénile et la panique morale suscitée par les comportements des jeunes générations (sexuels, militants etc.)

⁷ DOQUET Anne, « Penser les masculinités en Afrique et au-delà », Cahiers d'études africaines, n° 209, vol. 1, 2013, pp. 19-21.

⁸ Les pré-actes de ce colloque sont téléchargeables sur le site du CHS : chs.univ-paris1.fr/Pré-ActesMvtsetudiants.pdf, RILLON Ophélie, "Révolution dans le genre au Mali. L'émergence de la figure de l'étudiante contestataire dans les mouvements de la fin des années 1970", pp. 21-31.

a favorisé la production de documents qui constituent aujourd'hui des sources particulièrement riches et stimulantes pour écrire une histoire genrée des combats menés par les plus jeunes. Néanmoins, cette question mérite d'être pensée pour les différents âges de la vie des hommes et des femmes, afin de saisir combien les contraintes de genre se renforcent avec l'âge et quels sont les effets multiples de l'engagement dans la vie professionnelle, familiale ou amoureuse. Mes nouvelles recherches sur les trajectoires biographiques des militant-e-s doivent permettre de mener à bien cette réflexion sur la reconfiguration des engagements dans le cours des vies individuelles.

II- ITINÉRAIRE DE RECHERCHE : REPENSER LES FRONTIÈRES DU POLITIQUE EN AFRIQUE

Cette recherche de longue haleine sur les dynamiques de genre dans les luttes au Mali a été pour moi l'occasion de poursuivre en parallèle une investigation autour des frontières du politique en Afrique. Comme l'ont déjà montré de nombreux travaux sur d'autres sociétés et notamment européennes, l'outil du genre permet de renouveler une « vision étroite du modèle de la politique protestataire »⁹. Cette question est au cœur d'un des axes centraux du laboratoire IMAF " Pouvoirs, espaces, mémoires (frontières, mobilisation et dissidence, violence, conflits)" auquel je participe. Un intérêt commun pour ce thème m'a ainsi permis de travailler en collaboration avec d'autres membres du laboratoire, des politistes comme des historiens.

1°- Les modes populaires d'action politique

Tout au long de ces années de recherche doctorale, j'ai été engagée activement dans la vie de mon laboratoire et de mon université. J'ai ainsi intégré au début de ma thèse le Groupe d'Initiatives et de Recherches sur l'Afrique (GIRAF) créé au sein de l'École Doctorale de Science Politique de l'Université Paris 1. Ce groupe de doctorants issus de plusieurs disciplines organise des séminaires mensuels de recherche ainsi que des conférences annuelles sur la place de l'Afrique dans les sciences humaines et les conditions de la production des savoirs sur l'Afrique. Il anime un blog sur le site de la revue *Alternatives Internationales*. Fortement inspiré-e-s par les travaux de Jean-François Bayart sur le « politique par le bas » et la sociologie de l'action collective, notre objectif était de saisir les modalités d'expression du politique en Afrique avec une attention singulière pour les indocilités du quotidien et les modes populaires d'action politique. Ces liens tissés avec les doctorants d'une autre discipline ont débouché sur l'organisation du colloque : « Critiques(s) de la domination : historicité(s), circulation(s) et renouveau(x) » à l'École Doctorale de science politique de Paris 1 en 2010. La réflexion que nous proposons ne portait pas spécifiquement sur le continent africain. Il s'agissait de porter l'attention sur l'historicité des formes de contestation et l'usage de concepts ayant trait aux dominations, afin d'interroger l'idée d'un « renouveau » de la critique, évitant ainsi les écueils du « jamais vu » et du « toujours ainsi ». La rédaction de l'appel à communication, la sélection des propositions en

⁹ FILLIEULE Olivier, « Travail militant, action collective et rapports de genre », in FILLIEULE Olivier et ROUX Patricia (dir.), *Le sexe du militantisme*, Presses de Sciences Po, 2009, p. 51.

collaboration avec le comité scientifique et la préparation matérielle de l'événement constituaient les différentes tâches des membres du comité d'organisation dont je faisais partie.

En 2009, j'ai intégré le projet ANR « Causes africaines » coordonné par une équipe issue de différents laboratoires (CRPS-CEAN-CEMAf-ISP) et dont l'objectif était d'étudier les mouvements sociaux qui se sont déployés sur le continent et leurs connexions transnationales à l'époque contemporaine. Les résultats de cette recherche ont donné lieu, en 2010, au colloque international « Lutter dans les Afriques » au cours duquel j'ai présenté une communication portant sur le corps comme langage politique et sur les usages protestataires de la mode et de la musique (yéyé, rock) par la jeunesse malienne des années 1960-1970. Ce travail a été publié en 2011 dans un numéro de la revue *Genèses* coordonné par les initiateurs de ce projet, sous le titre « Corps rebelles : la mode des jeunes urbains dans les années 1960-1970 au Mali ». Dans le prolongement de ce projet ANR, j'ai intégré une recherche collective menée à Dakar en février 2011, lors du Forum Social Mondial (FSM), et dirigée par Séverine Awenengo Dalberto, Marie-Emmanuelle Pommerolle, Johanna Siméant et Isabelle Sommier (Université Paris 1 et Université Cheikh Anta Diop de Dakar). Cette enquête menée par une équipe transdisciplinaire de 50 chercheurs était consacrée à la participation militante africaine au FSM et à la sociologie de l'altermondialisme. Elle comportait un volet quantitatif (1200 questionnaires en 5 langues ont été distribués) et un volet qualitatif (observations ethnographiques des ateliers, des Assemblées Générales, des cérémonies et des manifestations). Avec Julie Castro (EHESS) et Marie Tall (Université Gaston Berger - Saint Louis du Sénégal) nous avons pris en charge la partie consacrée aux assemblées féminines/féministes et LGBT. En 2011, j'ai intégré une équipe de chercheur-e-s spécialistes du Mali et coordonnée par Isaline Bergamaschi (Université des Andes) qui entamait une recherche sur les élections présidentielles et législatives prévues en 2012. Avec le sociologue Amadou Keita (université de Bamako) nous enquêtions sur la politisation des jeunes hommes et des étudiants ; avec Laurence Touré et Julie Castro nous réfléchissions à l'invocation des questions morales, de mœurs, de genre (sida, mariage, homosexualité, famille, etc.) dans le débat et la campagne électorale. Cette recherche a dû être annulée *in extremis* à la suite du coup d'État qu'a connu le Mali le 22 mars 2012 et l'achèvement de ma thèse ne m'a pas permis de participer à l'enquête de sociologie électorale qui a finalement eu lieu au cours de l'été 2013. Ce groupe continue cependant à être actif comme espace d'échanges, mais aussi en organisant des séminaires, des rencontres et en proposant des panels à des colloques sur la société malienne contemporaine. Depuis 2013 enfin, je suis membre de l'Association des Chercheurs de la revue *Politique Africaine* (ECPA) présidée par Richard Banégas. Ce réseau de chercheur-e-s de toutes nationalités participe de la diffusion des travaux en sciences sociales sur le politique en Afrique, en organisant notamment des débats sur les grands enjeux de l'actualité et autour de livres de recherche importants.

Les résultats de ces différentes recherches collectives menées sur les voies de la politisation au Mali, en fonction des catégories de genre et d'âge, ont été présentés à l'Université de Columbia où j'étais invitée en 2014 comme "guest lecturer" par Mamadou Diouf, dans le cadre du *Joint African studies Program* (Columbia-Paris 1) et du cours *Citizenship and Social Movements in Africa* (étudiant-e-s niveau Master et Doctorat). Ces enquêtes ont par ailleurs participé à nourrir ma réflexion et à élargir le cadre de mon analyse.

Ma recherche intègre ainsi une définition volontairement large de la contestation et accorde autant d'importance aux modes d'action ouverts (grèves, rébellions armées, lynchages) qu'à l'*infra-politique* des subalternes¹⁰ qui empruntent, bien souvent, les chemins discrets de la résistance silencieuse (boycottes, abandons du domicile conjugal, usages vestimentaires comme langage politique). Cette démarche m'a permis de complexifier l'analyse des mouvements sociaux au Mali et de changer le regard sur certaines périodes de l'histoire de ce pays. Finalement, mon travail montre que le Mali n'est assurément pas qu'un pays de consensus et invite, avec d'autres, à porter le regard hors des sites les plus évidents d'observation du politique.

L'un des résultats de cette recherche sur les formes d'expression du politique au Mali sera publié en juillet 2015 dans l'ouvrage collectif *Mobilisations collectives en Afrique : contestations, résistances, révolutions et révoltes* à paraître aux éditions Brill (Leiden). Dans ce chapitre, j'analyse comment le registre de la "dépolitisation", employé par les militaires au lendemain de leur prise du pouvoir en 1968, a servi de levier d'émancipation pour les femmes. Un certain nombre de Maliennes de l'élite lettrées menèrent des combats discrets à l'intérieur des institutions pour transformer la législation et conquérir de nouveaux droits dans des domaines variés (travail, sexualité, participation politique). En croisant des sources de presse malienne et des archives issues de l'Ambassade de France au Mali, je montre que l'Union Nationale des Femmes du Mali (UNFM) créée en 1974, ne saurait être réduite à une simple « caisse de résonance » de la dictature militaire. Elle fut, à ses débuts, un espace d'initiatives et d'expression féminines dans un contexte où, paradoxalement, la contestation politique et syndicale était muselée.

2°- Une histoire d'échanges et de réseaux

Ma recherche autour des mobilisations collectives en Afrique s'est accompagnée d'une réflexion sur les contacts, les échanges matériels et immatériels à l'origine de transferts et de réappropriations de savoirs et de pratiques militantes. Le groupe des doctorant-e-s du CEMAF auquel j'ai participé dès le début de ma thèse, avait entamé des réunions régulières où chacun présentait tour à tour ses recherches. À l'issue de trois années de travaux, il apparaissait clairement qu'une démarche commune pouvait être engagée autour de l'histoire globale, alors en pleine extension, mais qui nous semblait encore trop concevoir les sociétés africaines comme de simples réceptacles des processus de mondialisation. À la rentrée 2010, nous mettions en place un séminaire mensuel intitulé *Rencontres & croisements. Histoire des sociétés africaines en mondialisation (XVe-XXIe siècles)* rattaché à l'axe 2 du laboratoire. Pendant deux années il fut le lieu de fructueux débats et participa à resserrer les liens entre des étudiant-e-s travaillant sur des territoires, des objets de recherche et des périodes historiques extrêmement différentes. Chaque séance thématique était prise en charge par un-e doctorant-e qui présentait ses travaux et invitait deux intervenant-e-s extérieur-e-s à exposer leurs recherches, idéalement un-e chercheur-e confirmé-e et un-e deuxième doctorant-e. Pour réévaluer la place et le rôle des sociétés africaines dans l'histoire de la mondialisation, nous adoptons deux approches complémentaires, celle de l'histoire comparée et celle de l'histoire

¹⁰ SCOTT James, *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Editions Amsterdam, 2009.

connectée. Dans ce cadre, je me suis occupée de deux séances. La première à laquelle ont participé Christelle Taraud (CRHXIX-Paris I) et Clémence Pinaud (CEMAf-Paris 1) portait sur les « Féminismes africains : alternatives, marginalités, (ré)inventions ». Pour la seconde, j'avais invité l'anthropologue Jean-Loup Amselle (EHES) pour discuter de ses travaux sur les « Branchements et métissages ». Les réflexions initiées dans ce séminaire ont été prolongées lors du colloque international "Femmes, genre et histoire globale", organisé pour les 15 ans de la revue *Clio*, où j'ai présenté une communication explicitant ma méthodologie. J'y montrai en quoi le mode d'approche de l'histoire globale, qui implique un décloisonnement du regard, avait une portée heuristique pour mes recherches sur le genre du militantisme qui s'inscrivaient pourtant dans un cadre national.

En 2011, je participais à l'instauration d'un séminaire qui permettait de rapprocher les chercheur-e-s de l'IMAF et du Centre d'histoire sociale (CHS) de Paris 1 autour d'une thématique commune : *Circulation des cultures d'opposition : Mouvements politiques et sociaux en Afrique et Madagascar (années 60s-70s)*. Coordonné pendant trois années avec Françoise Blum (CHS), Maria-Benedita Basto (IMAF-Paris 4), Elikia M'Bokolo (IMAF-Paris 1) et Pierre Guidi (IMAF-Paris 1) ce séminaire fut le lieu de riches débats entre des chercheur-e-s de générations et d'horizons différents qui s'attelaient à analyser les connexions extra et intra-africaines au carrefour desquelles se sont construits les mouvements politiques et sociaux d'Afrique des années 1960 et 1970. De ces échanges sont nées de nombreuses activités scientifiques comme l'organisation d'un colloque international en 2014 à Paris sur les *Mouvements étudiants en Afrique francophone, des indépendances à nos jours* ou le colloque en préparation sur les *Socialismes africains, socialismes en Afrique*. Attachée à rendre visible la part prise par les femmes africaines dans les réseaux militants internationaux, j'organisais en 2013, avec Emmanuelle Bouilly le panel « African women's commitment to internationalisation and transnational movements », lors de la 5e *Conférence Européenne des Études africaines* à Lisbonne. Nous avons eu le plaisir d'accueillir dans ce panel des spécialistes françaises et internationales de l'histoire des femmes et du genre en Afrique : Catherine Coquery-Vidrovitch, Odile Goerg, Pascale Barthélémy, Clémence Pinaud, Dorothy Hodgson (Rutgers University), Signe Arnfred (Roskilde University) et Jean Allman (Washington University). Poursuivant ma réflexion sur l'historicité des connexions et des échanges dans l'espace africain et au-delà, j'organisais en 2014 à Bordeaux avec Elena Vezzadini (Université de Bergen-IMAF) un panel intitulé « Quand "les vagues font des ondes" : circulations des nationalismes et réappropriations par le bas au XXe siècle », lors de la 3e *Rencontre des études africaines en France*. Ce fut l'occasion de croiser les résultats de ma thèse avec ceux de Céline Pauthier (CESSMA). Dans une intervention commune, nous montrions comment la circulation des militantes entre la Guinée et le Soudan (ancien Mali) après 1945 et leur internationalisation progressive avaient contribué à produire des modèles de luttes et des langages communs, malgré la différence de trajectoires politiques entre ces deux territoires.

Les cours que j'ai assurés à l'université sont largement venus nourrir cette réflexion sur les savoirs politiques et les pratiques militantes qui traversent les frontières nationales et se retrouvent sur d'autres continents. J'ai en effet eu l'opportunité d'enseigner l'histoire d'espaces variés (France, Afrique, Asie) qui venait sans cesse renouveler les questionnements de mes propres recherches. En 2011, j'ai dispensé 90 heures de cours sur *l'Histoire de*

l'éducation populaire en France, de la Révolution française à nos jours à l'Université Rennes 1. Ayant l'entièrement responsabilité de cet enseignement, je disposais d'une grande marge de manoeuvre pour élaborer mon programme que j'ouvrais sur l'histoire coloniale et l'histoire du genre. Nombre des militant-e-s que j'étudiais avaient été formés dans les mouvements de jeunesse (laïcs et religieux) mis en place à l'époque coloniale puis sous le régime socialiste. Ils et elles étaient pétri-e-s des divers idéaux de l'éducation populaire qui venaient nourrir leurs actions sociales et politiques. En 2014, c'est vers un autre continent que mon regard se porta lorsque j'eus la charge de dispenser 117 heures de cours sur l'histoire de *L'Asie orientale du XXe siècle : des empires aux nations (1900-1980)* sous la conduite d'Hugues Tertrais à l'Université Paris 1. Cette histoire faisait écho à mes propres travaux et j'y retrouvais des thèmes qui m'étaient chers : l'histoire coloniale et des décolonisations, l'histoire des idéologies politiques et des formes de contestation, l'histoire de la révolution culturelle chinoise qui avait servi de modèle à la « révolution active » au Mali (1967-1968). Une fois de plus je m'attelais à montrer aux étudiant-e-s la dimension sexuée de la domination sous les États coloniaux et indépendants, ainsi que le rôle joué par les femmes dans les résistances souterraines et les mouvements de guérillas.

III- DE L'HISTOIRE SOCIALE DES LUTTES À L'HISTOIRE GENRÉE DES INDIVIDUS ET DES GROUPES

Ma formation et mon itinéraire de recherche ont progressivement alimenté l'idée que pour comprendre la complexité des sociétés africaines contemporaines il était fondamental d'envisager cette histoire à l'aune des vies individuelles qui la composent. Les études africaines n'ont pas échappé au tournant historiographique initié par « le retour de l'acteur ». Paradoxalement cependant, le mouvement du « politique par le bas » qui s'est formé à la même période et invitait à développer les travaux sur la vie sociale quotidienne a, dans un même élan, jeté « l'histoire politique, événementielle et biographique par la fenêtre »¹¹. Résistant à cette tendance, les historien-ne-s de la colonisation, et plus encore des femmes et du genre, ont contribué à produire des études attentives aux trajectoires et expériences individuelles (notamment sur les fonctionnaires et auxiliaires de l'administration coloniale et postcoloniale) qui permettent de renouveler l'approche de ces sociétés. À leur suite, il me semble que l'articulation de la biographie, des approches microhistorique et du genre recèle d'un double enjeu : sortir des raisonnements généralistes et affiner notre analyse des sociétés africaines ; donner corps à cette histoire, la repeupler de ses acteurs et de ses actrices dont les voix et les bribes de vie qui nous parviennent ne sont ni plus ni moins « authentiques » que les archives administratives que nous analysons pour écrire leur histoire.

1°- Portraits de groupe et trajectoires biographiques

Ainsi, dans mon travail de thèse je me suis attachée à identifier des générations militantes distinctes - tant dans leurs pratiques militantes que leurs idéologies - et à retracer

¹¹ Selon la formule de COPANS Jean, « Afrique noire : un État sans fonctionnaires ? », *Autrepart*, vol. 4, n°20, 2001, p. 17

les parcours singuliers de Maliennes issues de l'élite intellectuelle qui avaient été des militantes syndicales, politiques ou associatives. Cette recherche, à paraître en 2015 sous le titre « Regard croisé sur deux générations de militantes maliennes (1954-1991) » dans un ouvrage collectif coordonné par Muriel Gomez-Perez, avait nécessité de combiner plusieurs types de sources afin de recomposer les parcours de ces femmes. Outre les documents d'archive et ouvrages (auto)biographiques, je me suis appuyée sur les travaux prosopographiques de Pascale Barthélémy - pour la génération de la lutte anticoloniale - et j'ai réalisé des récits de vie avec les militantes qui avaient intégré des organisations syndicales et clandestines dans les années 1970-1980. Si une biographie collective a pu être réalisée, les trajectoires personnelles de chacune de ces militantes comportent de nombreux angles morts que seule une enquête de longue haleine permettra de combler. En effet, mes précédentes enquêtes m'ont montré que mener des entretiens avec des femmes sur leurs trajectoires personnelles militantes comporte de multiples obstacles. Refusant sans cesse le statut d'informatrices, la majeure partie des femmes que j'ai rencontrée contournait mes questions en me renvoyant à leurs aînés masculins qui avaient été leurs formateurs politiques et syndicaux. Finalement, sur les quarante-cinq personnes avec lesquelles j'ai mené des entretiens pour ma thèse, seulement dix étaient des femmes et une seule d'entre elles n'avait pas été scolarisée. J'observais à quel point la transmission de la mémoire – par la parole ou le matériel – n'échappait pas à une différenciation des rôles de genre et de classe dans la société malienne. Seules la patience, l'adaptation et l'inscription de la recherche dans une longue durée (une temporalité que ne permet pas toujours un travail doctoral) permettent de s'accommoder de « cette *lenteur nécessaire* »¹² imposée par les modalités de transmission de la mémoire et qui se renforce lorsque la recherche porte sur une histoire personnelle, voire intime. Les historien-ne-s ont, dans ce domaine, beaucoup à apprendre des questionnements méthodologiques et épistémologiques qui nourrissent les travaux de leurs collègues anthropologues ou sociologues. Le dialogue disciplinaire noué par les chercheur-e-s de l'IMAF a ainsi largement contribué à nourrir et renouveler mes propres méthodes d'enquête.

Pour mener à bien cette enquête biographique et combler les lacunes des sciences sociales sur l'Afrique contemporaine en la matière, j'ai participé à la mise en place du projet *Maitron Afrique* dirigé par Françoise Blum, Marie-Emmanuelle Pommerolle et Johanna Siméant. Créé en 2014, ce *Dictionnaire biographique des mobilisations et contestations africaines* qui est accessible en ligne et est adossé au *Maitron*, vise à concevoir une base biographique de personnalités, d'institutions, d'organisations et d'évènements historiques propres aux mouvements sociaux (entendus au sens large) qui se sont déroulés sur l'ensemble du continent. Cette recherche pluridisciplinaire, qui n'en est qu'à ses prémices, regroupe des chercheur-e-s issu-e-s d'institutions européennes, américaines et africaines. L'enrichissement progressif des notices doit permettre de mener des analyses, tant sur les groupes sociaux, que sur les mouvements ou les réseaux intra et extra-africains grâce aux connexions avec les autres dictionnaires du *Maitron*. L'atelier mensuel qui prend la suite du séminaire « Circulation des cultures d'opposition », ainsi que le carnet de recherche « BiogrAfrique » qui lui sert de support, sont le lieu d'une réflexion collective sur les méthodes et les usages de la biographie dans les études africaines. Ce projet s'inscrit dans le développement, ces

¹² DIAWARA Mamadou, *La graine de la parole*, Stuttgart, F. Steiner Verlag, 1990, p. 163.

dernières années, de dictionnaires biographiques en langue française et anglaise (sur le mouvement ouvrier, les femmes, les féministes, etc.) mais dans lesquels les Africain-e-s occupent une place marginale. Cette invisibilité ne relève pas toujours de la démarche éditoriale de leurs concepteurs/trices. Elle est aussi liée aux manques de données dont disposent les chercheur-e-s spécialistes du continent africain pour retracer des trajectoires biographiques, notamment lorsque l'historien-ne remonte le temps. C'est pourquoi, avec le *Maitron Afrique*, nous nous attelons, à la fois, à la constitution d'une vaste banque de données biographiques et à renouveler l'investigation des sources qui permettent de retracer ces trajectoires individuelles. Ces deux démarches sont des points de départ essentiels à la réalisation d'une recherche.

2°- De nouvelles sources pour une nouvelle histoire sociale de Afrique

En effet, si des fonds d'archives publics existent, ils ne sont pas de la même densité que ceux dont disposent les historien-ne-s de la France - et des sociétés occidentales plus largement. Comme le souligne à juste titre Jean-Hervé Jézequel, le travail réalisé par Christophe Charles sur les élites françaises serait impossible à transposer (dans sa méthode) en Afrique, ni celui de Paul-André Rosental réalisé à partir d'un fond généalogique exceptionnel¹³. Le bricolage et « l'invention » d'archives est tout un art que se doivent d'acquérir les historien-ne-s de l'Afrique qui souhaitent aller au-delà des archives coloniales (par ailleurs très riches). Photographie, littérature, musique, chants, enregistrements audiovisuels et documents personnels fournissent ainsi de précieux matériaux pour écrire, au prisme du genre, l'histoire des individus et des groupes. De cette documentation multiforme, aux données éclatées, il est parfois possible d'en réaliser un traitement informatique. Grâce à la formation en histoire et informatique que j'ai suivie à l'Université Paris 1, j'ai ainsi réalisé une base de données, sous le logiciel Access, à partir des archives privées d'un procès qui recensait les victimes de la répression de mars 1991 (portées parties civiles ou non). Loin d'être homogènes et sérielles, ces sources étaient croisées à d'autres données récoltées dans les sources secondaires, les archives et les entretiens pour tenter de compléter les rubriques biographiques vides. Si ce biais m'empêchait de mener une analyse statistique pointue comme cela est habituellement le cas dans les travaux prosopographiques, cette base m'a offert l'opportunité d'une analyse sociologique du profil des insurgé-e-s.

Au fil de mes recherches, je me suis aussi appuyée sur les clichés réalisés dans les années 1960-1970 par le photographe malien Malick Sidibé pour mener mon enquête sur les clubs et les loisirs de la jeunesse bamakoise de cette période. Ses photographies de studio et de reportage nous permettent d'entrer dans l'intimité de ces jeunes pour saisir, au travers de leurs mises en scène corporelles et vestimentaires, leurs imaginaires, leurs jeux de séduction et leurs pratiques amoureuses. L'investigation que j'ai menée dans les archives privées, à l'occasion de mes derniers terrains à Bamako en 2013 et 2014, révèle l'ampleur des possibilités offertes par ces matériaux photographiques, produits par des amateurs ou des professionnels, et qui sont conservés dans les familles. Ces documents nous donnent accès à

¹³ JEZEQUEL Jean Hervé, *Les « mangeurs de craies » : socio-histoire d'une catégorie lettrée à l'époque coloniale : les instituteurs diplômés de l'école normale William-Ponty (1900-1960)*, thèse d'histoire, sous la direction d'Elikia M'Bokolo, EHESS, 2007, p. 18.

la vie quotidienne et familiale, aux réseaux interpersonnels (professionnels, scolaires, militants) qu'ont noués les individus au fil de leur vie. Ils permettent d'identifier de nouvelles personnalités auprès de qui enquêter. Ces terrains m'ont aussi permis d'entamer une collaboration avec le fils d'un photographe malien qui a initié un projet de numérisation et de mise en ligne des archives de son père, Abdourahmane Sakaly, et de Mamadou Cissé, avec l'aide de la Michigan State University et de la British Library¹⁴. Les fonds privés des chercheurs ayant mené des enquêtes en Afrique recèlent aussi de précieuses données encore peu exploitées. C'est ainsi que j'ai exploré pendant ma thèse les archives photographiques et les carnets de terrain de Claude Meillassoux, conservés à l'IMAF, qui venaient utilement compléter les photographies de Malick Sidibé. Les documents personnels de cet anthropologue-militant mériteraient une investigation méthodique et nous fourniraient certainement de précieuses informations sur les intellectuel-le-s malien-ne-s qu'il côtoyait et les réseaux de migrant-e-s en France qu'il soutenait.

¹⁴ « Social history and cultural heritage of Mali: preserving the archives of professional photographers », http://eap.bl.uk/database/overview_item.a4d?catId=218287;r=26500